



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
LIMITÉE

TD/B/COM.2/L.24/Add.2
13 mars 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

Commission de l'investissement, de la technologie et
des questions financières connexes

Onzième session
Genève, 8-14 mars 2007
Point 10 de l'ordre du jour provisoire

**PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'INVESTISSEMENT,
DE LA TECHNOLOGIE ET DES QUESTIONS FINANCIÈRES
CONNEXES SUR SA ONZIÈME SESSION**

tenue au Palais des Nations, à Genève,
du 8 au 14 mars 2007

Rapporteur: M. Edward Brown (Royaume-Uni)

RÉUNION CONJOINTE DE HAUT NIVEAU DE LA COMMISSION ET DE LA WAIPA

Résumé du Président

1. La réunion conjointe de haut niveau de l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement (WAIPA) et de la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes de la CNUCED a été consacrée aux nouvelles sources d'IED et au rôle des pays émergents. Le Président de la WAIPA a évoqué la féroce concurrence en matière d'investissements étrangers directs (IED) à laquelle se livraient les pays et a dit que la promotion des investissements devenait une importante activité économique et commerciale en soi. C'était la raison pour laquelle la principale mission de la WAIPA était de renforcer les capacités des organismes de promotion de l'investissement (OPI), en particulier par une collaboration en réseau et l'échange de meilleures pratiques. Le caractère multidimensionnel de l'investissement moderne, avec le rôle toujours croissant des pays émergents, exigeait une coopération plus active entre la WAIPA et la CNUCED pour soutenir la croissance de l'investissement dans le monde.

2. Le Premier Ministre marocain a loué la WAIPA et les organismes de promotion de l'investissement pour les efforts qu'ils déployaient pour faire du monde un village de tranquillité et de prospérité, ainsi que pour leur contribution à la réalisation des objectifs de développement du Millénaire. Après avoir noté les profondes disparités qui existaient entre les différentes régions du monde, il a attiré l'attention sur les nouvelles dimensions sectorielles et géographiques de l'investissement mondial, y compris le renforcement de la coopération Sud-Sud en matière d'investissement et le rôle croissant des pays en développement en tant que source d'investissements. La poursuite de la croissance de l'investissement dépendrait d'un certain nombre de conditions préalables, dont l'élimination des mesures protectionnistes, la libéralisation de la concurrence, l'amélioration de la gouvernance et le renforcement des institutions, la modernisation des infrastructures et l'optimisation des interactions entre commerce et investissement. L'un des objectifs du Maroc était son intégration dans l'économie mondiale, et les réformes économiques et politiques dynamiques engagées dans le pays contribuaient à cette intégration. Le Maroc était partie au Partenariat euroméditerranéen et participait à la Politique européenne de voisinage; il jouait également un rôle actif dans divers

mécanismes de coopération économique Sud-Sud à un niveau multilatéral et bilatéral, notamment avec des pays en développement méditerranéens et des pays en développement du Moyen-Orient. Il était également soucieux de sa coopération en matière de commerce et d'investissement avec les pays d'Afrique subsaharienne, notamment à l'appui du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), ainsi que de sa coopération avec les pays arabes. Il soutenait pleinement les activités de la WAIPA et souhaitait que l'organisation renforce ses activités en Afrique et dans le monde arabe.

3. Le Secrétaire général de la CNUCED s'est déclaré satisfait que les réunions conjointes de haut niveau de la Commission de l'investissement et de la Conférence mondiale sur l'investissement de la WAIPA deviennent des événements réguliers. La question des investissements directs à l'étranger des pays émergents était particulièrement importante, car elle témoignait de l'évolution du rôle que jouaient les pays en développement dans l'IED mondial et le système international de production. Les IED du Sud, qui en 2005 avaient représenté 17 % des investissements extérieurs dans le monde, contre à peine 5 % en 1990, constituaient de nouvelles sources de financement, de technologie et de compétences de gestion, qui étaient des éléments essentiels au développement économique. Les IED Sud-Sud présentaient plusieurs avantages par rapport aux investissements Nord-Sud, notamment le fait que les technologies et les modèles d'entreprise des sociétés transnationales de pays en développement avaient souvent beaucoup en commun. Cela élargissait les possibilités de liens interentreprises et les retombées technologiques. Les nouvelles sources d'IED devaient retenir l'attention des décideurs et des promoteurs de l'investissement, et appelaient une intensification des échanges de vues et d'expériences. La CNUCED, la WAIPA et d'autres organisations internationales avaient un rôle important à jouer dans ce contexte pour ce qui était de l'analyse et de l'assistance technique et en tant qu'instances de débats et de formation de consensus. En conclusion, le Secrétaire général a dit que la WAIPA avait tenu deux de ses conférences sur l'investissement parallèlement aux sessions quadriennales de la Conférence, et il l'a invitée à envisager de tenir sa prochaine conférence annuelle à Accra en 2008, parallèlement à la douzième session de la Conférence.

4. Le Vice-Ministre chinois du commerce a dit que, depuis sa fondation en 1995, la WAIPA avait été un instrument de communication, de coopération et de développement commun pour les organismes qui en étaient membres et il a remercié la CNUCED, la WAIPA et d'autres organismes de promotion de l'investissement de leur appui aux efforts de promotion des

investissements déployés par la Chine. Depuis 1978, année où la Chine avait lancé ses réformes et commencé de s'ouvrir, l'économie chinoise s'était développée rapidement et le niveau de vie de la population chinoise s'était notablement amélioré. Après 28 années d'ouverture, elle était désormais profondément intégrée dans l'économie mondiale dans un contexte de développement mutuellement bénéfique avec les autres pays. L'accession de la Chine à l'OMC avait accéléré ses réformes et son ouverture. La Chine avait scrupuleusement suivi les règles de l'OMC, pleinement honoré ses engagements et ses obligations au titre de l'OMC, ajusté sa politique de commerce extérieur, construit avec constance une économie de marché et renforcé la protection des droits de propriété intellectuelle. Attirer des IED était un important élément de sa politique publique d'ouverture. La Chine avait attiré des IED totalisant plus de 700 milliards de dollars et occupait depuis 16 années consécutives la première position à ce titre parmi les pays en développement. L'IED lui avait apporté une grande quantité de technologies de pointe, de talents, d'investissements, de compétences de gestion, de modèles de commercialisation et de mécanismes de concurrence internationale, ainsi que l'application de règles et normes internationales. À mesure que sa demande intérieure augmentait, la Chine devenait rapidement le troisième plus gros importateur mondial, créant toujours plus d'activités manufacturières et d'emplois pour de nombreux partenaires commerciaux. Tout en stimulant l'investissement dans le pays, le Gouvernement chinois encourageait les investissements directs à l'étranger. Le total des investissements à l'extérieur du pays (non compris les investissements du secteur financier) avait atteint le chiffre de 73 milliards de dollars; pour la seule année 2006, ils se chiffraient à 16,1 milliards de dollars, ce qui plaçait la Chine au treizième rang dans le monde. Quatrième économie mondiale aujourd'hui, la Chine continuerait d'appliquer un certain nombre de mesures pour soutenir la croissance économique et le développement social, et notamment continuer d'améliorer le climat de l'investissement.

5. Le Président du First Eastern Investment Group, de Hong Kong (Chine), a dit que les flux mondiaux d'IED n'étaient désormais plus unidirectionnels. De nombreuses entreprises et sociétés dans les pays émergents se transformaient en producteurs de produits fiables à bas coûts, vendus sous de nouvelles marques internationales. Après avoir confirmé l'existence de cas isolés de protectionnisme de l'investissement, il a estimé que ce phénomène était dû, dans une certaine mesure, à un manque de compréhension des différences interculturelles de la part des investisseurs et des règles du jeu locales. Il a demandé à toutes les parties de s'engager

à préserver et renforcer l'ouverture des marchés. La création d'alliances stratégiques et de partenariats pourrait contribuer à renforcer les capacités des sociétés des pays émergents. Par ailleurs, les vastes liquidités disponibles dans certains pays en développement pourraient être utilisées pour de grands projets d'investissement dans d'autres pays en développement avec la participation d'acteurs de pays développés et de pays en développement. La concurrence pour attirer les IED ne cessant de s'intensifier et de se mondialiser, la capacité de créer de la valeur à une échelle mondiale devenait particulièrement importante. La nouvelle dimension de l'IED était également associée à la contribution de cet investissement à une amélioration de la gouvernance d'entreprise et de la responsabilité sociale des entreprises.
